

Questions orales

L'hon. Mark MacGuigan (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Madame le Président, nous avons fait des démarches très sérieuses auprès des États-Unis à ce sujet. Nous avons demandé l'extradition des chasseurs de primes et le Département d'État américain étudie actuellement la question.

M. Hnatyshyn: Madame le Président, il me semble que le gouvernement n'accorde pas à cette question la priorité qu'elle mérite. Si cette affaire ne l'intéresse vraiment pas, il pourrait peut-être prendre des mesures pour engager ces chasseurs de primes afin de retrouver M. John C. Doyle, Hal Banks et d'autres amis des Libéraux.

L'ATTENTE PROLONGÉE D'UNE RÉPONSE DES ÉTATS-UNIS

L'hon. Ray Hnatyshyn (Saskatoon-Ouest): En 1974, des agents américains ont arrêté au Canada Ronald Anderson, qui a été libéré six jours plus tard. Je voudrais demander au ministre ce qui se passe entre le Canada et les États-Unis, car plus de six mois se sont écoulés et nous n'avons pas encore obtenu de réponse et encore moins de mesures dans cette affaire.

L'hon. Mark MacGuigan (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Madame le Président, mon honorable ami sait que, dans une affaire de ce genre à laquelle sont mêlés les dirigeants d'un État et les tribunaux, même si le gouvernement a présenté des instances énergiques—qui ont été réitérées récemment lorsque notre ambassadeur aux États-Unis a rendu visite au procureur général adjoint des États-Unis—les représentants de l'État et du pouvoir judiciaire en question ne peuvent guère y donner suite automatiquement. Nous avons présenté des instances très vigoureuses au secrétaire d'État des États-Unis et nous croyons que le gouvernement américain accédera à notre demande.

* * *

LA SANTÉ

LA CONFÉRENCE NATIONALE SUR LA SANTÉ DES AUTOCHTONES

L'hon. W. G. Dinsdale (Brandon-Souris): Madame le Président, je m'adresse au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Comme le ministre le sait, notre comité spécial sur les invalides et les handicapés, après avoir jugé lamentable l'état de santé des autochtones, a publié un rapport qui appuyait sans réserve la tenue prochaine de la conférence nationale sur la santé des autochtones. Compte tenu du fait que son ministère a sabordé tous les préparatifs en vue de cette conférence très importante et du caractère urgent de cette question, l'honorable représentante pourrait-elle nous donner l'assurance que cette conférence aura lieu bientôt?

[Français]

L'hon. Monique Bégin (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Madame le Président, oui, avec plaisir. Je

n'ai jamais entendu dire que les plans pour la conférence de la santé que veulent mettre sur pied les Indiens du Canada avaient été arrêtés. Je ne sais pas d'où le député tient cette information. Pour autant que je sache, le leadership indien du pays est en train de faire des arrangements, et il nous soumettra des propositions concrètes que j'appuierai pleinement.

[Traduction]

ON DEMANDE AU MINISTRE DE RENCONTRER LES REPRÉSENTANTS DES INDIENS

L'hon. W. G. Dinsdale (Brandon-Souris): Madame le Président, des membres de la Fraternité nationale des Indiens nous ont fait savoir que des représentants de cette association essayaient en vain depuis plusieurs mois d'obtenir un entretien avec le ministre. Celle-ci va-t-elle les rencontrer le plus tôt possible en vue de relancer les préparatifs en vue de la conférence sur la santé des autochtones?

[Français]

L'hon. Monique Bégin (ministre de la santé nationale et du Bien-être social): Je comprends très bien que le député veuille m'aider de toutes ses forces dans les projets qui peuvent améliorer le sort des Indiens souffrant de divers handicaps physiques. Mais je trouve un peu «fort de moutarde» ce qu'il vient d'utiliser comme technique. Quand les groupes d'Indiens, les communautés indiennes veulent me voir, ils téléphonent à mon bureau et je les reçois régulièrement. Cela a toujours été valable. Cela continue d'être ma politique.

* * *

[Traduction]

LES CATASTROPHES

LA COMPOSITION DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE SUR LE NAUFRAGE DE «L'OCEAN RANGER»

M. Rod Murphy (Churchill): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre du Travail. Après l'intervention de Son Excellence l'archevêque Penney lors du service œcuménique célébré pour l'équipage de l'*Ocean Ranger*, le gouvernement provincial de Terre-Neuve a consenti à participer à une commission mixte chargée de faire enquête sur l'accident. Si le gouvernement fédéral décide de mettre sur pied cette commission mixte, permettra-t-il aux syndicats de participer à ses travaux?

L'hon. Marc Lalonde (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Madame le Président, j'ai répondu à une question semblable du député de Saint-Jean-Ouest il y a quelques instants. Le gouvernement examinera la situation et annoncera sa décision d'ici quelques jours.